



IVOLUZIONE



Ghjurnale di i Patriotti Partighjani

- a Manca

CAP'ARTICULU

Alea jacta est !

Hè stata cacciata fora a dritta parlamentaria, quella di i cumbrìculi stallata dipoi l'epica di Luigi piombu à l'Assemblea. Bensigura, sta nutizia ci rallegra à noi tutti travagliadori di Corsica.

Ma attenti d'un scambià fichi par sorbi : Giacobbi, Zuccarelli è tutta sta banda d'amichi di u PRG ripresentanu pà i travagliadori ciò ch'elli sò i Rocca Serra, Francisci è Santini pà a dimucrazia : uni pochi d'impiastru di natura !

À Dumenicu Bucchini li faranu pagà u feu i clanisti di u PRG ; prestu prestu anu da mustrà a so pulitica pà ciò ch'è tocca à i trasporti o à u litturale ; allora tandu s' !

Sò elli ch'è t'anu a ragione l'impiegati di Géant Casino d'un aspittà a man di Diu. Di à parte di a dimucrazia di l'eredi ch'un pensanu cà à i so privileghji un c'hè nulla à aspittà.

Ch'ella sia cum'ella sia ancu pà Gilles è Jean- Christophe ma un si ponu sdrughje i dritti di u populu corsu inde l'istituzione di a Gallia.

Puru ch'è un ghjornu u votu sia a sprissione di e lotte !

Anticapitalisti Corsi

MANCA

CTC : 300 M € de dette publique

20 % de la population corse sous le seuil de pauvreté
6% de travailleurs précaires
10,6 % de SMICARDS
10 000 travailleurs privés d'emploi

10% des plus riches en Corse détiennent 1/4 des richesses

311 contribuables locaux possèdent un patrimoine cumulé de 0,56 Milliard d'euros

Les Groupe Mercialys, Veolia, etc... engrangeront davantage de profits dans notre pays en 2010

REDISTRIBUTION DES RICHESSES !



Le Vieux coup de la Troisième Voie

« Anciens contre modernes, évolutionnistes, progressistes contre conservateurs, transversalité, etc.... autant de notions floues et de discours creux qui accompagnent depuis 20 ans une véritable stratégie autonomiste et néo-libérale »



C'est le ministre socialiste de l'intérieur Pierre Joxe, qui avait introduit le premier cette notion de « Troisième voie » dès 1988. Le but était de dégager une majorité autour d'un compromis politique réunissant une partie du clan et des nationalistes dits « modernes » ou « modérés » (peu importe le vocable utilisé puisqu'il évolue en fonction de l'époque). Déjà à cette date, Paul Giacobbi et José Rossi étaient favorables à cette stratégie gouvernementale. Quand le mouvement social du printemps 1989 (contre la vie chère) a remis les choix de société au cœur du débat public, l'Etat s'est également appuyé sur les autonomistes. Ceux-ci se sont investis dans le Collectif Corse de Lutte, qui, au nom de la transversalité, avait essayé de contrer la mobilisation des syndicats de travailleurs en considérant qu'il ne pouvait y avoir qu'une solution globale pour la Corse mêlant les intérêts du patronat corse à ceux des salariés.

L'alliance pour une Corse Française et Républicaine RPR et MRG (Giacobbi et De Rocca Serra, Pères) a provisoirement mis un terme à ce projet en

prenant le pouvoir à l'issue des élections territoriales de mars 1992.

De plus, la guerre fratricide entre directions nationalistes durant la première moitié des années 90 a posé de façon sanglante le problème du leadership et du choix des interlocuteurs adéquats aux yeux de l'appareil d'Etat. Ceci a eu pour effet de geler provisoirement le travail commun inscrit dans cette stratégie.

Avec le retour de la gauche en France en 1997, les contacts et les réseaux acquis à cette idée de « troisième voie » ont été réactivés. En août 1998, un colloque organisé aux îles Aland, où étaient présents, entre autres, Pierre Joxe, Paul Giacobbi, Jean Baptiste Lantieri, Edmond Simeoni, Michè Castellani et Jean Guy Talamoni, a consacré des convergences de vue. Paul Giacobbi n'a alors pas hésité à évoquer un « pouvoir législatif régional », ce qui lui a valu la Une d'U Ribombu, le qualifiant alors d'évolutionniste. Dans une compétition pour la direction du courant évolutionniste, Paul Giacobbi a été le plus performant et a

aussi disposé de davantage de moyens. Les choses se sont alors accélérées ; processus de Matignon et victoire aux législatives de 2002. Le NON au référendum de 2003 a démontré le clivage profond existant entre un personnel politique prompt à accepter plus de pouvoir sans les moyens financiers afférents et le monde du travail, conscient de ses acquis arrachés de haute lutte et non disposé à sacrifier les services publics au seul bénéfice d'une évolution institutionnelle. De ce retour au principe de réalité, les évolutionnistes néo-libéraux n'ont tiré aucun enseignement.

Dans le cadre des élections de 2004, Paul Giacobbi a continué à installer dans son camp un mélange hétéroclite d'hommes et de femmes issus des clans de Droite et de Gauche. Ce montage réalisé dans l'optique des territoriales n'a pas résisté aux tractations destinées à reconduire dans ses fonctions, le président du Conseil général de Haute-Corse. Voilà une des caractéristiques principales de cette prétendue « troisième voie en émergence ». Elle résiste peu aux antagonismes des pouvoirs de chacune de ses composantes. Cela dit, jusqu'à aujourd'hui, les réseaux trans-courants ont continué de travailler dans cette voie, avec la bienveillance de l'Etat français et une participation active de la maçonnerie insulaire toute obédience confondue.

Il y a aussi toujours des micro groupes, faisant office de passerelles, disposés à accompagner cette stratégie dans l'espoir de parvenir à se placer (retenons par exemple Per U Paese en 1992 ou Via Prugressita en 2010), se présentant comme des espaces politiques « modernes, dynamiques, ouverts à l'ensemble des citoyens quelles que soient leurs opinions politiques » mais qui sont renvoyés dans leur foyers >>

>>> dès lors qu'ils ont rempli leur fonction médiatique et que les choses sérieuses sont discutées ailleurs.

Les élections territoriales de 2010 consacrent cette stratégie de l'appareil d'Etat et mettent en relief une donnée nouvelle: c'est désormais l'option majoritaire qui s'est imposée dans le mouvement national. Les partisans nationalistes de cette évolution institutionnelle et néo-libérale ont fait leur le discours de Paul Giaccobi « il y a plus de choses qui rapprochent les nationalistes, les personnes de droite et de gauche, que de choses qui les divisent ». Et de nouveaux jeunes leaders charismatiques de nous expliquer qu'il existe des progressistes à droite, qu'un contrat de mandature pour une alternative doit pouvoir se faire sans exclusive, etc.....

Une partie de la droite insulaire, aux relents maccarthystes des années 50 (la peur antédiluvienne du péril rouge), assume sans complexe sa préférence idéologique en faveur de cousins germains libéraux du camp autonomiste. Elle les préfère nettement à un Dominique Bucchini dont on verra bien la nature du comportement et des choix réellement opérés lors de votes décisifs. Les réseaux de la « troisième voie » ont toujours un coup d'avance et parient sur une question (transports, tourisme, énergie) en misant qu'elle mettra tôt ou tard les élus du front de Gauche dans une situation intenable. C'est alors que la majorité territoriale se recomposera probablement.

La « troisième voie », en définitive, n'est rien d'autre qu'un procédé politique archaïque qui avait déjà cours dans la Rome antique. On neutralise les oppositions idéologiques

dans le seul but de tisser de nouveaux systèmes d'alliances larges et de s'accaparer le pouvoir. Seulement voilà, la Corse d'aujourd'hui ne fonctionne plus selon le modèle clientéliste de la Rome antique.

Jamais les professionnels de la communication ne réussiront à berner l'ensemble du peuple en affirmant que les exploités et les exploités ont les mêmes intérêts, que les notions historiques de droite réactionnaire et de gauche progressiste correspondent à la même vision du monde et que le combat d'idée est mort. Ces « Iznogoud » insulaires ne doivent pas perdre de vue l'essentiel : la crise du Capitalisme n'est pas terminée et ses effets se feront sentir de plus en plus violemment en Corse. Il faudra alors plus que du paternalisme, de la démagogie et des communicants pour qui cherche à s'opposer à la révolte sociale.

Correspondances Nauséabondes...



D'abord une campagne d'affichage en 3 par 4 pour le lancement du quotidien 24 ore, puis une affiche de campagne officielle du Front National dans le cadre des élections territoriales et enfin des bombages effectués par de jeunes bastiais "sympathisants de la cause".

Quoi de commun entre tous ces clichés ? il relatent des faits survenus durant la même semaine, celle précédant le 1er tour des élections territoriales. A défaut d'y voir une cohérence idéologique et un lien mécanique, on peut y discerner pour le moins quelques correspondances... nauséabondes.

Antifascisti sempre in Corsica

Veolia in Corsica : Attention danger !

« Privatisation des transports maritimes (SNCM), contrôle croissant de la distribution d'eau potable (Kyrnolia), investissement dans les transports routiers (Rocca transports), projet du nouveau port de Bastia, de super incinérateur, rumeur de privatisation des Chemin de Fer Corse. Que signifie cette offensive de Veolia En Corse ? »

« Une entité essentielle du capitalisme français »

La stratégie en toile d'araignée de Veolia ne constitue pas en soi une surprise. La multinationale procède en Corse comme ailleurs, et dispose déjà de solides contacts et relais au sein du clan traditionnel et du néo-clan issu du mouvement national. Ce qui pose question est de savoir en quoi quelques dizaines de milliers de consommateurs en Corse pourraient intéresser une multinationale qui a dégagé un chiffre d'affaire de 34,5 milliards d'euros en 2009.

Dans sa stratégie économique actuelle, Veolia Environnement est le seul groupe au monde à disposer de quatre spécialités: l'eau, la propreté, l'énergie et les transports. Il n'est pas question pour elle de se séparer de l'une d'entre elles, d'autant moins que les nouveaux besoins, les nouvelles offres, se conçoivent à l'articulation de ces quatre métiers. Plus que jamais, la multinationale entend recentrer ses activités sur ces cœurs de métiers, et ce dans un contexte concurrentiel international, dans lequel la guerre économique nécessite une attention particulière puisque chaque segment de stratégie régionale, voir micro régionale (cf. la Corse) s'avère susceptible d'avoir une influence sur la stratégie globale de l'entreprise.

Une entité de cette importance est naturellement incluse parmi les industries stratégiques, et par voie de conséquence, protégée par le gouvernement français, au même titre que les industries de défense. Tout sera donc entrepris par l'Etat français, même au niveau des institutions européennes, pour que Veolia, entre autres, puisse bénéficier d'ingénierie



technique et institutionnelle (cf. Bureau européen de l'eau) et de l'accès aux aides publiques allouées au développement industriel. Ces soutiens devraient permettre à Veolia de se pré-positionner sur des marchés à venir, en étant à la fois une force de proposition et de structuration de ces nouveaux marchés captifs.

« Pour véolia, la méditerranée est une zone stratégique à conquérir, la Corse une base opérationnelle idéale »

La maîtrise et la distribution des ressources en eau potable constitue l'enjeu principal d'une stratégie offensive de Véolia, et les premiers jalons de cette guerre économique sont déjà posés en Méditerranée (Ex : Israël). Et ce d'autant plus qu'il existe une forte demande en désalinisation au niveau des pays bordant la méditerranée. Dès lors peut-on supposer que les 8 milliards de m3 d'eau/an disponibles en Corse constituent le réel enjeu économique pour Véolia ?

En 2010, la multinationale

contrôle par le biais de ses opérateurs locaux (CEO) 25% des 627 réseaux de distribution d'eau potable en Corse, l'immense majorité du réseau hydraulique demeurant encore sous contrôle public (O.E.H.C, Régies communales, SIVOM), du moins pour le moment. En effet, l'affermage de l'eau au niveau de la Communauté d'agglomération bastiaise représente la prochaine offensive de la multinationale à l'horizon 2014.

C'est précisément sur des communes du littoral que la firme s'est implantée et cela ne doit rien au hasard.

En décembre 2009, l'agence Kyrnolia d'Aiacciu était occupée par des militants de Corsica Libera qui dénonçaient, à juste titre, l'opacité de la gestion de Veolia en Corse, des tarifs exorbitants et une décorsification systématique des emplois au niveau des cadres, soupçonnant une volonté de masquer sa gestion et ses investissements. Au-delà de ces craintes, la question centrale est bien de savoir quels sont les intérêts à moyen >>>

>>> et long terme de Veolia en Corse qui justifieraient une privatisation de pans entiers de l'activité économique de notre pays.

Tout est lié en fait à la stratégie actuelle de Veolia : 72% de la surface totale de la terre est recouverte d'eau, mais 97% de cette eau est salée.

En toute logique, les recherches de Veolia se sont orientées vers les technologies de dessalement de l'eau de mer. Si les procédés de dessalement thermique sont peu rentables et coûteux, les procédés membranaires (osmose inverse) pour leur part, sont très prometteurs et jûteux, à condition de s'emparer très rapidement des marchés à venir. Les prévisions de parts de marché pour ces technologies sont de 70% (contre 20% pour le thermique et 10% pour les autres méthodes) d'ici 2020. Le principal problème pour la firme reste la concurrence qui

s'appuie sur toutes les formes de déstabilisation possible et notamment sur la guerre de l'information. Dès lors, les zones d'investissement sensibles (où existent des tensions politiques) en Méditerranée ne sont pas des lieux sûrs pour des investissements massifs au titre de l'expérimentation (vitrine commerciale) et de la sécurisation des installations. Les capitalistes français, dont ceux de Véolia font partie, intègrent un peu plus chaque jour la dimension opérationnelle de l'intelligence économique dans leurs études en vue de la réalisation de contrats dans une zone sensible.

A contrario, la Corse, comme un futur « laboratoire vert » (cf. discours de N.Sarkozy) présente un intérêt évident pour les futurs investissements ; elle offre l'étendue de son linéaire côtier, une position stratégique en Méditerranée, un faible nombre d'interlocuteurs à acheter et l'appui de l'Etat français.

La multinationale axe sa communication sur la « protection de la Méditerranée » menacée de devenir une mer morte d'ici 20 ans. De telles opérations de communication sont déjà à l'œuvre dans notre pays, par l'instrumentalisation de la jeunesse corse, comme ce fut le cas en juin 2007 avec les écoliers de Lumio, lauréats du Prix Véolia Environnement. Grâce à ses infrastructures innovantes sous contrôle privé, la Corse aura valeur d'exemple dans la conquête de nouveaux marchés pour la firme.

Au peuple Corse de se mobiliser pour signifier aux capitalistes de Veolia que notre pays ne sera pas un simple rouage de leur stratégie économique et que nos ressources collectives nous appartiennent bel et bien. Il faudra également isoler les réseaux d'influences de Veolia en Corse, quelques soient leurs accointances.

Plaidoyer pour le monde agricole

Au soir des régionales, nous aurons tous entendu les uns se réjouir de leur triomphe et les autres expliquer pourquoi ils n'ont pas perdu. Aucun sans doute ne se sera exprimé sur l'agriculture corse et n'aura abordé le problème crucial posé aujourd'hui, à savoir le vieillissement des actifs et leur non remplacement par des jeunes. Car l'installation des jeunes agriculteurs est l'enjeu majeur de la survie de notre agriculture. (On compte environ une installation pour huit départs à la retraite). En fait la question qu'il faut se poser est de savoir comment un jeune peut envisager sereinement, aujourd'hui, de créer ou de reprendre une exploitation et surtout d'en vivre correctement à défaut d'envisager faire fortune ! Hier, nous étions confrontés au problème de l'indivision et à la difficulté d'obtenir des baux écrits par des propriétaires frileux à l'idée d' « engager » leurs propriétés auprès de vulgaires bergers, survivance de temps semi féodaux ! Aujourd'hui, les jeunes sont confrontés à la spéculation foncière et à la prépondérance d'une mono activité touristique littorale qui ne leur offre comme perspective d'avenir que des emplois précaires.

Pourtant et heureusement, quelques uns, trop peu nombreux, se lancent dans l'aventure, souvent dans l'élevage avec une préférence pour la production bovine au détriment des filières caprine et ovine, plus traditionnelles et plus adaptées à notre région (Vive Bruxelles !) Mais il est vrai que l'on peut et que l'on doit s'interroger sur l'avenir de ces filières quand sur les étals le prix au kilo de l'agneau est bientôt meilleur marché que celui du lapin ; quand le prix de l'aliment pour bétail, faute de coopérative au sens noble du terme, augmente régulièrement étant hors concurrence par rapport à ce que payent nos homologues du continent ; quand le berger qui veut produire un fromage de qualité, non formaté par des normes européennes destinées à uniformiser nos papilles, se heurte à la concurrence de producteurs qui importent du lait pour certifier un fromage « corse » en toute impunité

Envisager d'être un jeune agriculteur aujourd'hui ne demande plus seulement de la passion mais relève aussi désormais du sacerdoce ! L'attachement de l'homme à ses bêtes, le temps de travail qui ne se décompte pas également et n'offre pas de RTT,

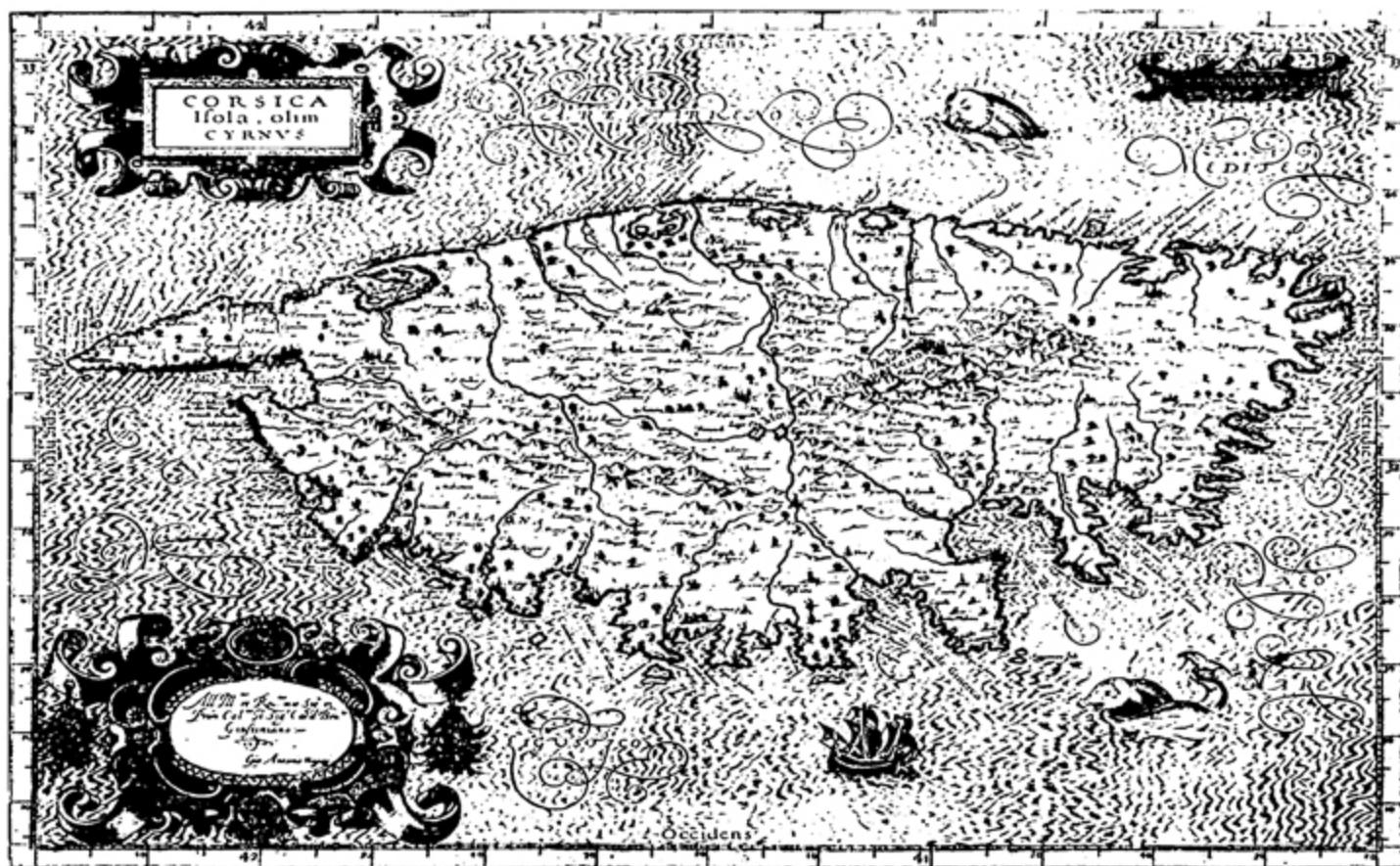


les week-end auxquels on renonce sont certes compensés par une certaine indépendance, par la fierté de vivre de et sur sa terre natale et la conviction de maintenir une tradition ancestrale qui est une des composantes indispensables de notre patrimoine culturel. Mais la considération qui est due à cette activité et le salaire que l'on retire toutes charges payées ne suivent pas toujours

Il serait temps de réhabiliter la profession, de se pencher sur le problème de l'installation des jeunes, de leur offrir la possibilité de pérenniser les investissements en produisant des produits fermiers de qualité et de leur trouver des débouchés, ne pas se limiter aux aides et aux saupoudrages de l'Europe et d'envisager une politique à long terme de l'agriculture corse, en intégrant peut-être la création de véritables coopératives, le développement du tourisme vert, de la révision des cotisations MSA et d'une revalorisation des retraites.

C'est un beau métier, honorable, passionnant, respectons-le, promouvons-le.

Identité et ethnité, l'identité corse



Le terme d'ethnie provient du grec ethnos, qui signifie peuple ou nation. Mais il prend une configuration plus précise avec l'introduction, au début du XIX^e siècle septentrional, de l'ethnologie, entendue comme « science de la classification des races », qui se spécifiera comme étude des sociétés dites « primitives » dans la première moitié du XX^e. Il porte ainsi la charge de l'idéologie « progressiste » de l'Empire dans sa première mouture européenne, avec ses entreprises coloniales. Aujourd'hui il forme le terme générique sous lequel nous désignons un groupement d'individus appartenant à une même culture (même langue, mêmes coutumes) (même système de parenté, mêmes procédures d'intégration et d'exclusion, mêmes dispositifs de pouvoir, mêmes modes d'alimentation et de manières de table), et se reconnaissant comme tels.

Il y a alors un peuple corse, qui forme aussi historiquement une nation. C'est aussi sous la considération d'une culture distinctive qu'on pourra ainsi

parler à son propos d'ethnie. D'ailleurs à l'Université de Corse il y a bien une section d'ethnologie (corse), mais pas de sociologie !

Voilà qui pourra retentir dans notre interrogation sur l'identité corse, dès lors qu'il faudra alors sévèrement se garder d'être pollués par l'actuel branle bas politique français à l'égard de la dite « identité nationale » comme machine sécuritaire.

Quelques banalités de base d'abord :

-il y a un peuple corse avec sa langue (dont les écarts de lexique ou de phonétique n'obèrent pas l'intercompréhension), son histoire (dont le travail de mémoire commence à s'estomper chez nombre de jeunes), sa culture (dont la composition en valeurs, rites et pratiques doit être élaborée plutôt que fétichisée) et sa diaspora qui manifeste un attachement fort à la communauté corse ;

-il y a historiquement une nation corse, celle dont Paoli entama étonnamment la constitution, et qui fût

militairement défaite par l'invasion française ;

-depuis le riacquistu des années 70 il y a eu un regain de corsitude, peut être aujourd'hui érodé sous les coups de butoir de la com et de la marchandise globalisés. Rehaussée par l'insularité géographique il semble bien alors que l'identité corse coule de (ces) sources, qu'on lui donne illico le quitus, et que non moins immédiatement elle abandonne les rives historiques qui l'ont cependant disposée et se mire en une substance, sacralisée.

Et c'est là que l'artefact de sa confrontation avec l'ethnie peut être heuristique, porteuse de découverte et d'invention, d'aventure, d'ouverture, de réinscription dans l'histoire.

Comme peuple doté d'une culture la communauté corse peut alors bien être nommée ethnie, mais elle excède de beaucoup cette qualification par son épaisseur et sa marque historique : elle n'est pas d'abord régie par ces petites mécaniques cycliques qui règlent l'existence des >>

>>> sociétés dites « primitives » (systèmes de parenté, système des rapports avec la nature et entre les hommes), quoique certains aspects de sa fragmentarité sociale (pieve/paese, Cismonte/Pumonte, terra di sgio/terra di u cumunu) prêtent à une certaine scissiparité (cf Gil, La Corse entre la liberté et la terreur). Elle outrepassa aussi de beaucoup les dimensions démographiques des ethnies que fréquente d'ordinaire l'ethnologie : tribus de quelques centaines ou milliers de personnes distribuées en clans, dont le signe insigne et différentiel est le nom d'un animal (qui marque dans la discontinuité qualitative des espèces : le totem) que flanquent généralement des interdits alimentaires et sexuels (les tabous). Remarquons cependant que si la taille démographique de la société corse n'est certes pas celle d'une tribu sa faiblesse -constante- pose problème (Rousseau s'en inquiétait déjà alors qu'il proposait à Buttafocu son Projet de Constitution pour la Corse, et qu'une comparaison avec celle de la Sardaigne serait instructive) ; que la segmentarité sociale corse devrait induire à une comparaison plus soignée et plus précise des clans « ethniques » avec ce que nous entendons socialement et politiquement ici sous cette appellation ici en termes de familles (razze) dans leurs jeux d'oppositions et d'alliances.

L'identité au sens strict c'est ce qui se redit dans la tautologie de son principe (justement dit d'identité : A est A) et bégaye la plate répétition du même (le fade égotiste : Je suis Je, l'emphatique : le Corse est Corse).

Mais l'identité hormis sa coquille vide ou son autisme fou ne s'entend qu'au regard de différences reconnues, et éprouvées dans leurs conséquences pratiques. La subjectivité dans la constitution de son narcissisme primaire s'élabore dans le stade du miroir, au regard de son image avec tout son cortège de fictions et d'identifications. L'identité dans sa construction ethnique se pose par opposition aux ethnies voisines (déshumanisées : nous sommes les hommes, ce sont des singes, des poux...) avec toute ses séquelles paralogiques et ressentimentales (ils sont mauvais, donc nous sommes bons, cf Nietzsche, Généalogie de la morale) : la xénophobie, voire le racisme sont proches ; opération d'effusion réactive qu'essaye de réitérer le sarkozysme.

Sous ces considérations comment pouvons-nous comprendre l'identité corse ?

Elle est d'abord évidemment fort marquée par l'insularité. Mais éprouvée dans l'ambiguïté. La mer y forme plutôt la menace du malheur (de l'invasion ou de l'exil) : elle est celle qui arrache le fils à sa mère sur la place St Nicolas de Bastia. Par opposition à la citadelle montagnarde et pastorale du Niolu. Il n'est guère alors que dans le Cap que la mer destine aux emplois marins, aux aventures américaines ou rappelle l'opulence agricole passée (avec la vigne et le cédrat, quand encore les Agriates portaient le blé pour sa façade occidentale). Le fond(s) des mœurs et de la langue y est sans doute alors celui du pastoralisme, de celle que d'aucuns nommaient encore

il y a peu a lingua di u pastore, péjorativement. Avec le rythme saisonnier et les cycles de la transhumance qui reconduisent de la montagne à la plaine et de la plaine à la montagne (avec les traditionnels conflits des agriculteurs et des bergers).

L'identité corse c'est aussi le fort sentiment d'appartenir à une communauté proche, celle de la famille et du village : se présenter c'est décliner le nom de son père et de son village. Sans doute encore le sentiment de participer à une histoire avec 2 points saillants : la récurrence des invasions et des dépendances avec les traditions de résistance, l'invention -« étonnante »- d'une république constituée et indépendante au cœur du XVIII^e européen avec Pasquale Paoli (avec son effigie du Maure au bandeau relevé, qui a rompu avec la servitude, dont JT Desanti remarquait malicieusement qu'elle ornait son briquet made in China). Un fort sentiment de confraternité unie (d'ailleurs adossé à la méconnaissance de clivages aussi marqués que ceux qui opposent la terre des seigneurs à la terre du commun, au déni des passions souvent violentes de l'envie et de la jalousie). Toutes ces composantes prêtent alors à d'intenses mouvements identificatoires qui comme souvent dans la simple solidarité mécanique (celle qui justement, selon Durkheim, fonctionne à l'identité), arment autofictions et mythes avec leurs cortèges de colifichets (de la vindetta au ribellu) comme de réactivité épidermiques.

Mais une identité quelle qu'elle soit ne peut certes pas fonctionner sur le seul recueil agrégé et comme assiégé de ses composantes, qui formerait comme le socle paranoïaque, et derechef mégalomane, de son occlusion. Une identité c'est surtout le mouvement historique -le souffle, la liberté- qui la transite, et l'expose à s'ouvrir sur son vecteur méridien, avec ses valeurs de parole et d'honneur : **communauté de destination ?**

cagasciuma (jean-claude),
Bastia

Liberta per Bruno Bellomonte



Bruno Bellomonte, responsable nationale de l'organisation sarda A Manca Pro S'indipendentzia est emprisonné dans les geôles de l'Etat Italien depuis le 10 juin 2009.

A travers son incarcération la police politique italienne tente de criminaliser les patriotes communistes sardes.

Géant Casino : une lutte sociale qui montre la voie



Cela faisait longtemps que l'on avait pas vu un conflit social aussi important dans la grande distribution en Corse. Le patronat de droit divin de ce secteur pensait jusque là avoir acheté la paix sociale en intégrant dans ses sphères dirigeantes d'anciens syndicalistes et en se targuant même d'avoir

obtenu par le passé certaines garanties de la part d'anciens responsables nationalistes (dixit Charles Cappia).

Mais la réalité est têtue et quand les écarts de richesses deviennent insupportables, ces petits arrangements ont peu de valeur face à la volonté populaire.

Les profits réalisés par les groupes Géant Casino et Mercialis en Corse contrastent pour le moins avec le niveau élevé des prix (qui n'est pas dû au coût du transport) et les salaires moyens de ce secteur.

Dans ce contexte la demande du STC d'une revalorisation salariale à hauteur de 4% était plus que légitime.

Face à l'intransigeance patronale, à un total mépris "Ils s'essouffleront avant nous car leur précarité joue en notre faveur" et aux intimidations (des dizaines de référés !) les salariés en lutte ont tenu bon et obtenu 3% d'augmentation en 2010. On peut toujours regretter de ne pas avoir obtenu plus, d'autant plus sur fond de sur-enchère syndicale en vue des prochaines élections professionnelles internes à l'entreprise, mais l'essentiel est ailleurs.

Ce qui importe le plus est le recul de la direction et la reprise du travail la tête haute pour toutes celles et ceux qui ont lutté. C'est bien cette détermination de classe qui sera porteuse d'une véritable alternative.

Gros mots/grands maux

« **Nationalistes radicaux, nationalistes modérés** » : critère de distinction au sein du mouvement national largement repris par les médias selon lequel la seule différenciation pertinente à opérer relèverait de la thématique de la violence clandestine. Ce sujet peut-il et doit-il à lui seul dissimuler les divergences idéologiques qui existent dans ce mouvement ? Les lignes de fracture relevant de choix de société fondamentaux, de nature économique, sociale, culturelle ou environnementale ne font-elles pas justement bien davantage sens ? L'adjectif radical se réduit à caractériser une radicalité dans la légitimation de l'usage de la violence alors que le radical en question peut tout à fait se satisfaire des conditions de vie et de travail qui sont réservées à la majorité du peuple corse sans remettre en cause un seul instant la toxicité capitaliste qui nous frappe. De la même manière, le modéré qui rejettera le recours à la violence sera cette fois on ne peut plus radical lorsqu'il s'agit de défendre l'option bétonnisation du DPM aux abords des plages de Porti Vechju, Saone o Calvi.

« **progressiste** » : mot indispensable au libéral honteux désireux de ramasser les suffrages dans toutes les directions. Il se drape alors dans le manteau d'une vertu pseudo-gauchisante et joue le « socialiste » d'opérette pour donner quelques couleurs à son projet fait de bric et de broc. Mais de quel genre de progrès nous parle-t-on ? Progrès technologique ? Progrès équivaldrait-il à l'incontournable « développement économique » ? Emploie-t-on progrès en voulant dire ou plutôt pour ne pas dire justice sociale ? Ou encore répartition des richesses ? Et pourquoi pas lutte des classes tant que vous y êtes..... Non, non, merci, mais enfin, quand même, nous savons tous que le progrès va dans le sens de l'histoire ! Avec Sarkozy et ses pitoyables relais insulaires, on a pourtant l'impression que ce sens de l'histoire est devenu un sens giratoire, qui permet aux gouvernants de remonter le temps à l'envi et d'infliger au monde du travail des régressions sociales dignes du XIXème siècle.... À voir....

Rivoluzione est édité
par A MANCA

8 rue st Antoine
20 260 Calvi

A Manca est une organisation
anticapitaliste souveraine
qui représente
le NPA en Corse

Tous les anciens
numéros de
Rivoluzione sur
www.a-manca.org